



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° BCTE / 2025 – 102 DU 7 OCTOBRE 2025

mettant en demeure la SOCIÉTÉ CARRIÈRES ET CONCASSAGE DU VELAY de régulariser sa situation relative à la station de tri transit de matériaux inertes qu'elle exploite à LE BRIGNON (43370) en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement

**Le préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2025-28 du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°1D4-82-203 du 20 octobre 1982 portant extension de la carrière de pouzzolane située au lieu-dit « Micezelle » au Brignon ;

VU l'arrêté préfectoral n°DIPPAL-B3/2014-126 du 22 septembre 2014 portant renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de pouzzolane sur le territoire de la commune du Brignon aux lieux-dits « Devant la Micezelle » et « Champ sous Terol » ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°BCTE/2019-109 du 17 septembre 2019 autorisant le transfert d'exploitant de la carrière située aux lieux-dits « Micezelle » et « Champ sous Terol », de la SAS Granulats Vicat à la SARL CARRIÈRES ET CONCASSAGE DU VELAY ainsi que la prolongation de la durée d'exploitation ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°BCTE/2021-77 du 12 juillet 2021 portant prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière de pouzzolane attribuée à la SARL CARRIÈRES ET CONCASSAGE DU VELAY au lieu-dit « La Micezelle » sur le territoire de la commune du Brignon jusqu'au 22 septembre 2024 ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 22 septembre 2025 transmis à l'exploitant le 1^{er} octobre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant le 1^{er} octobre 2025 par lettre recommandée ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 3 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le site ne dispose plus d'autorisation depuis le 22 septembre 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a plus d'activité sur site depuis plusieurs années ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société CARRIÈRES ET CONCASSAGE DU VELAY de régulariser sa situation ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Haute-Loire :

ARRÊTE

Article 1.

La société CARRIÈRES ET CONCASSAGE DU VELAY, exploitant une station de tri-transit de matériaux inertes au lieu-dit « Micezelle », sur la commune de Le Brignon (43370), est mise en demeure de procéder dans les délais indiqués ci-après :

- au dépôt d'un dossier de cessation d'activité et à la remise en état du site tel que prévu à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement selon la procédure suivante :

- notification au préfet de la date d'arrêt définitif de son installation, en indiquant les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site (articles R. 512-39-1 et R. 512-39-2 du code de l'environnement) ;
- dépôt d'un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés (article R. 512-39-3 du code de l'environnement) ;
- respect des attendus de l'arrêté ministériel d'autorisation relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières relevant de la rubrique n° 2510 (arrêté du 22 septembre 1994) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de l'arrêté n°DIPPAL-B3/2014-126 du 22 septembre 2014 régissant la présente installation.

Les délais pour respecter cette mise en demeure devant être effective dans le délai d'un an sont les suivants :

- dans un délai de 3 mois, la transmission d'un dossier décrivant les mesures de mise en sécurité du site prévues à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- dans un délai de 6 mois, la transmission d'un mémoire de réhabilitation tel que défini à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

Ces mémoires doivent être produits par un bureau d'étude certifié en site et sols pollués.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.
L'exploitant tiendra informé l'inspection des installations classées de l'avancement de ses démarches.

Article 2.

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de

Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4.

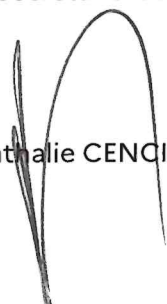
Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5.

Madame la Secrétaire Générale, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au Maire de LE BRIGNON et qui sera notifié à la société CARRIÈRES ET CONCASSAGE DU VELAY.

Au Puy-en-Velay, le 7 octobre 2025

Pour le préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale


Nathalie CENCIC